

Les Amériques en juillet 2002

Afef Benessaïeh



Situation économique et politique on ne peut plus chaotique ce mois-ci dans les Amériques. Au Nord, le gouvernement Bush est secoué par les scandales financiers et la perspective d'un nouveau plongeon de l'économie américaine est de plus en plus prise au sérieux. Au Sud, manifestations et émeutes se multiplient un peu partout, au Pérou, en Équateur, en Bolivie, en Uruguay, etc., le tout sur fond de crise et de remise en question des politiques libérales. Seuls le Canada et le Chili semblent pour le moment tenir le coup, les deux pays affichant des taux de croissance certes modestes mais néanmoins fort enviables dans les circonstances. Les signes avant-coureurs d'une crise majeure en Uruguay, voire maintenant au Brésil, et les risques de contagion à l'ensemble des Amériques semblent par ailleurs avoir sorti de leur inertie les institutions financières internationales et le secrétaire au Trésor des États-Unis, Paul O'Neil, sur les risques de contagion de la crise argentine à l'ensemble de la région. Suffisamment en tout cas pour délier les cordons de la bourse et faire preuve d'un peu plus de modération dans leurs critiques. En attendant, l'administration Bush a finalement réussi à obtenir du Congrès le feu vert pour négocier et le Brésil tente vaillamment de créer un front commun sud-américain face aux États-Unis mais comme l'a montré une nouvelle fois le Sommet de Guayaquil du 26 juillet, quand le feu est pris dans la maison, c'est chacun pour soi.

*
* *

ALÉNA

États-Unis

Y-a-t-il encore un pilote dans l'avion ? Cette question, analystes, médias et investisseurs n'ont cessé de la poser à l'administration Bush tout au long d'un mois

de juillet marqué par les scandales financiers, la débandade boursière et les attermoissements d'un président plus affairé à chercher à renverser Saddam Hussein qu'à s'intéresser aux agitations financières.

Sentant la pression monter de tout côté, d'autant que les Démocrates, ayant enfin trouvé le maillon faible, s'en donnaient à cœur joie, l'administration, président en tête, n'avait d'autre choix que de monter aux créneaux et d'agir aussi rapidement que fermement pour calmer le jeu et rétablir la confiance et des marchés financiers et de l'opinion publique, particulièrement échaudés par les scandales financiers à répétition. Il faut bien dire qu'il y a de quoi l'être : comptabilités truquées, conflits d'intérêts, délits d'initiés, faillites frauduleuses, destruction de documents, épargnes volatilisées en fumée, stock-options et salaires de dirigeants mirobolants, etc., la liste des malversations financières est longue. Bref, la situation commandait deux choses : des mesures draconiennes pour rétablir la moralité financière d'une part et une direction claire pour une économie déboussolée d'autre part.

C'est ainsi donc que, dans un discours symboliquement prononcé le mardi 9 juillet dans un hôtel de Wall Street, le président Bush en appellera à une « nouvelle éthique de responsabilité dans le monde des affaires », le tout accompagné de l'annonce de mesures qui vont de l'alourdissement des peines de prison au renforcement des instruments de surveillance de la Security & Exchange Commission en passant par la mise en place d'une commission spéciale, un « task force » chargé de mettre un peu ordre dans le capitalisme américain. Sur papier, les mesures annoncées sont spectaculaires. En particulier, la SEC disposera de 20 millions de dollars de plus cette année et de 100 millions de plus en 2003 pour embaucher de nouveaux fonctionnaires, améliorer son système de surveillance et agir avec plus d'efficacité contre les « délinquants financiers ». Quant à la Commission spéciale, dirigée par le secrétaire adjoint à la justice, Larry Thompson, elle aura les coudées franches pour coordonner les agences gouvernementales et s'attaquer à la criminalité d'entreprise.

Pourtant, le discours ne convaincra guère les marchés boursiers, qui continueront leur dégringolade dans les jours qui suivront. Dans un discours fort attendu, prononcé en pleine tourmente boursière le 16 juillet devant le comité bancaire du Sénat, Allan Greenspan n'ira pas par quatre chemins : s'en prenant à la fraude et à la falsification qui détruisent le capitalisme, la liberté de marché et « les fondements de notre société », il parlera de la cupidité comme d'une maladie infectieuse (*infectious greed*) qui a pu se développer sur un terrain fertile, tout en réaffirmant cependant sa confiance dans l'économie, celle-ci devant connaître, selon lui, une croissance entre 3 % et 3,75 % cette année et entre 3,5 % et 4 % selon les dernières prévisions révisées à la hausse. À croire que les marchés sont imparfaits et les investisseurs sont irrationnels et maintenant « cupides ». Un discours déjà entendu, au Canada en particulier, mais qui fait cependant curieux dans la bouche de responsables eux-mêmes issus des milieux d'affaires ou académiques qui ne jurent que par le marché et l'*homo oeconomicus*. Quoi qu'il en soit, les marchés se calmeront un peu, jusqu'à l'annonce faite le dimanche 21 juillet par les dirigeants de WorldCom, une compagnie emblématique d'une nouvelle économie aujourd'hui en totale déconfiture, de mettre celle-ci sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites.

Il s'agit de la plus importante faillite jamais enregistrée, 107 milliards d'actifs financiers « officiellement » déclarés (63 milliards dans le cas d'Enron). De quoi provoquer la panique des marchés boursiers, dont l'effondrement vient non seulement ébranler les bases financières de tout le système financier américain mais aussi la confiance que pouvaient avoir les investisseurs et les épargnants dans le modèle américain. Et de fait, on ne parle plus désormais de correction des marchés après des « années d'exubérance irrationnelle », mais de crise de confiance généralisée qui prendra maintenant de nombreuses années et plus que des discours pour rétablir. Qu'on en juge simplement : selon certaines estimations, ce serait pas

moins de 6 700 milliards de dollars qui seraient partis en fumée à la bourse depuis mars 2000. L'effondrement de la bourse, de quelque 20 % sur les seuls deux derniers mois, touche tout le monde aux États-Unis : les entreprises, obligées d'utiliser leur trésorerie pour racheter leurs titres, les fonds de pension dont les actifs en action sont passés de 45 % à 65 % du total investi en l'espace de dix ans, les épargnants dont le nombre est estimé à quelque 80 millions, les banques dont les actifs lourdement hypothéqués par la dépréciation des titres rechignent à accorder des crédits aux entreprises, les investisseurs étrangers dont le rapatriement des fonds n'est pas étranger à la glissade du dollar sur les marchés des changes, etc.

L'impact est pour le moment imprévisible, l'effet le plus désastreux étant une défaillance en chaîne du système financier, mais déjà les analystes financiers parlent d'une baisse de la croissance économique de 0,2 à 0,3 points de pourcentage suite à la baisse des valeurs boursières de quelque 20 %. Et, ni les discours de l'administration ni ceux de la Réserve fédérale ne semblent avoir d'effet sur l'économie. Pire, la Réserve fédérale n'a plus de cartouches en réserve pour soutenir cette dernière et les mesures fiscales prises depuis le 11 septembre ont surtout eu pour résultat de faire passer les comptes publics d'un excédent de quelque 150 milliards de dollars l'année dernière à un déficit de quelque 165 milliards de dollars cette année selon les dernières estimations officielles.

Toujours est-il qu'histoire d'ajouter à la confusion, le congrès s'est trouvé avec deux projets de loi en main, sans compromis apparemment possible en vue, l'un voté rapidement et à l'unanimité le 15 par le Sénat contrôlé par les démocrates et l'autre voté par la Chambre des représentants contrôlée par les républicains le lendemain. Devant la tournure prise par les événements et sous la pression des milieux financiers, l'administration Bush et les républicains n'ont eu d'autre choix que de céder et d'accepter finalement, le 25 juillet, un texte de compromis qui se rapproche sensiblement

de celui voté par le Sénat. Pour le moment, le pire semble avoir été évité, et les mesures adoptées, notamment en ce qui a trait à la composition des conseils d'administration, aux relations entre les firmes comptables et les entreprises cotées en bourse ainsi qu'à la présentation des comptes, devraient apporter un peu plus de transparence dans la gouvernance d'entreprise, ce dont semblent satisfaits les milieux financiers. Mais est-ce que cela sera suffisant pour rétablir la confiance des investisseurs et des épargnants ? Le ver est dans la pomme, comme on dit. D'un autre côté, si la côte de confiance du président demeure toujours très forte, plus d'un pense que les mesures prises visent surtout à faire diversion. Plusieurs enquêtes judiciaires sont actuellement en cours sur les activités passées de plusieurs membres importants du gouvernement, dont le vice-président, Dick Cheney, le secrétaire aux armées, Tom White, le responsable du Task Force, le secrétaire adjoint à la Justice, Larry Thompson, etc. Jusqu'au président lui-même qui a dû répondre aux journalistes sur l'origine de sa fortune ainsi que sur les sources de financement de sa campagne électorale. À suivre donc.

Sur le front économique par contre, les choses vont beaucoup moins bien. L'équipe économique du président a été plus que chahutée par les médias en ce mois de juillet. Le premier visé aura été le secrétaire au Trésor, Paul O'Neil. Critiqué pour ses nombreux déplacements à l'étranger et ses gaffes diplomatiques, ne suscitant guère la confiance des milieux financiers, souvent comparé à Robert Rubin, le secrétaire au Trésor du président Clinton, O'Neil a dû faire face à la grogne de Wall Street et aux appels à la démission. Mais il n'est pas le seul. Sont également visés, le bouillant responsable du budget, Mitchell Daniels, le principal conseiller économique du président, Lawrence Lindsey, inscrit comme O'Neil aux abonnés absents, ou encore le responsable de la SEC, Harvey Pitt, accusé de laxisme, ce qui ne l'a pas empêché de demander une promotion et de faire partie du cabinet. Même le président de la Réserve

fédérale, Allan Greenspan, n'échappe plus à la critique, en particulier pour n'avoir pas fait grand chose pour contrôler l'exubérance irrationnelle des marchés. Là encore, le président Bush a dû sortir de sa réserve et réaffirmer sa confiance dans son équipe économique, du moins jusqu'aux élections.

Jusqu'à présent, l'administration Bush s'en est toujours tenue au même discours rassurant : les fondamentaux de l'économie sont sains, ses bases sont solides, la reprise économique est bien enclenchée, et l'économie devrait connaître une bonne année avec une croissance comprise entre 3 et 3,5 % selon les estimations du Trésor. Quant à ceux qui s'inquiètent des dérapages de la bourse, la réponse vient toute faite : l'économie américaine a déjà connu dans le passé des périodes de déconnexion entre les marchés boursiers et l'économie réelle, de dire le secrétaire au Trésor Paul O'Neil, mais les choses devraient rentrer dans l'ordre rapidement et les marchés s'aligneront sur les fondamentaux. Même son de cloche du côté de la Réserve fédérale. Mais, si au début du mois, le discours pouvait encore faire illusion, il faut maintenant plus que des mots pour convaincre de la santé de l'économie. À preuve, le jour même où le secrétaire au Trésor, après avoir dû renoncer à un autre de ses voyages à l'étranger, y allait de nouveau de son petit discours encourageant question de montrer aux milieux d'affaires qu'il avait les affaires économiques bien en main, le département du Commerce publiait les derniers chiffres sur les commandes de biens durables. Véritable douche froide, les chiffres montraient qu'en excluant les semi-conducteurs, les commandes avaient reculé de 4,1 % en juin, alors qu'on attendait une hausse. En mai, la hausse révisée n'a été que de 0,6 %. Même chose du côté des expéditions, qui ont reculé de 1,5 % en juin. C'est la première chute des indices depuis mars.

Ces chiffres sont à prendre avec un certain recul mais ils viennent alimenter l'opinion de ceux qui pensent, et ils sont nombreux parmi les analystes financiers, que non seulement l'économie américaine

risque de retomber dans la récession d'ici la fin de l'année, ce qu'on appelle la « double-récession » (*double dip* en anglais) ou le « W », mais aussi que la reprise pourrait être par la suite très lente. Une mauvaise nouvelle ne venant jamais seule, les indices de confiance des consommateurs ont commencé à piquer du nez, ce qui s'est reflété sur les ventes de détail, en net ralentissement en juillet. Quant aux chiffres de l'emploi, ils n'étaient guère plus brillants : le taux de chômage reste inchangé, soit 5,9 %, de même que le nombre d'emplois (non-agricoles), soit 130,8 millions. Mais la « grosse » mauvaise nouvelle est venue le 31 juillet, avec la publication par le département du Commerce et le *Bureau of Economic Analysis* des chiffres révisés du PIB depuis 1999 et des premières estimations pour le deuxième trimestre 2002.

Les données révisées du PIB montrent que contrairement à ce qui a été dit jusqu'ici, l'économie américaine n'a pas été en récession pendant un trimestre en 2001 mais bel et bien pendant trois trimestres successifs. Tous les chiffres ont été revus à la baisse » le PIB n'a augmenté en 2001 que de 0,3 %, et non comme on l'a cru jusqu'ici, de 1,2 %. Il a reculé de - 0,6 % au premier trimestre 2001, de - 1,6 % au second et de - 0,3 % au troisième, pour se reprendre et augmenter de 2,7 % au dernier trimestre. On se rappellera que le FMI s'était fait tancer pour avoir prononcé à l'époque le mot « récession ». Le mot n'était pas « économiquement correct ». L'administration n'avait-elle pas été jusqu'à se moquer ouvertement du pourtant très sérieux *National Bureau of Economic Research* pour avoir daté le début de la récession en mars 200. Force est pourtant aujourd'hui de lui donner raison : selon la définition classique des récessions, soit une baisse du PIB pendant deux trimestres successifs, l'économie américaine était bien en récession en 2001, et seule une reprise surprenante de l'activité au dernier trimestre a permis d'éviter un recul du PIB. Pour l'année en cours, la croissance du PIB a également été révisée à la baisse au premier

trimestre ; elle reste vigoureuse mais elle n'est que de 5 % (le président du *Joint Economic Committee*, Jim Saxton, parlait encore le 17 juillet d'une faible récession en 2001 et d'un solide taux de croissance de 6,1 % au premier trimestre 2002). Quant au second trimestre, alors que les économistes prévoyaient une croissance de 2,2 %, les chiffres préliminaires donnent seulement 1,1 %. Ils reflètent l'évolution de la consommation des particuliers et les dépenses publiques, respectivement en hausse de seulement 1,9 % et 1,8 %. Les exportations et les importations ont augmenté, respectivement, de 11,7 % et 23,3 %. Quant aux investissements des entreprises, ils sont de nouveau en baisse, de - 1,6 %. Seul l'investissement résidentiel demeure solide, + 5 %, mais le tassement observé du marché immobilier laisse à penser que celui-ci, après des années de forte progression, pourrait à son tour connaître de sérieux problèmes dans les mois à venir.

Pour le moment, chacun attend d'autres chiffres avant de se prononcer mais l'inquiétude est là et le malaise gagne l'étranger. Ne l'oublions pas, l'économie américaine représente à elle seule quelque 20 % de l'économie mondiale et elle a été responsable de 40 % de la croissance de celle-ci au cours de la dernière décennie. En attendant, au sein de l'équipe économique présidentielle, autant O'Neil fait l'unanimité contre lui, autant les médias et les milieux d'affaires n'ont que des louanges en bouche pour le Représentant au Commerce, Robert B. Zoellick.

Vieux routier de la politique, celui-ci a, dès son entrée en fonction, mis carte sur table : la réaffirmation du leadership des États-Unis dans les affaires commerciales est une nécessité vitale et l'ouverture des marchés est pour ceux-ci une guerre à mener, identique à celle que l'administration mène contre le terrorisme. Et de fait, Zoellick est sur tous les fronts commerciaux, veillant au grain, même dans les dossiers les plus litigieux comme ceux du bois d'œuvre et de l'acier, tout en multipliant les

initiatives commerciales sur le plan bilatéral comme sur le plan multilatéral, la dernière en date étant la proposition d'éliminer les subventions et aides agricoles en deux temps dans le cadre des négociations de Doha. D'un autre côté, si les relations qu'il entretient avec son homologue canadien, le ministre du Commerce international Pierre Pettigrew, sont franchement mauvaises, celles qu'il entretient avec le commissaire européen au commerce Pascal Lamy sont par contre suffisamment bonnes pour éviter que le conflit de l'acier ne dégénère en guerre commerciale ouverte.

Ainsi, et après que le Département du commerce ait refusé le 3 juillet de rendre une décision finale sur la liste des produits de l'acier à être exemptés, ce dernier a indiqué que les Européens reportaient à la fin septembre leur décision d'appliquer des sanctions— allant jusqu'à 355 millions de \$ É.-U.¹ Il faut également mettre à son actif le succès de la rencontre ministérielle de Doha et les nombreuses négociations commerciales en cours, avec le Chili et Singapour notamment, ou sur le point de l'être, avec l'Amérique centrale, le Maroc, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Uruguay pour ne citer qu'elles. Mais le succès le plus éclatant de l'administration présidentielle depuis que Zoellick préside aux destinées du commerce est sans doute d'avoir, à la surprise générale, réussi à arracher du Congrès la *Trade Promotion Authority* avant les vacances d'été.

Le travail dans l'ombre du Bureau du Représentant au Commerce a été à cet égard exemplaire. Même si c'est à l'arraché, par 215 voix contre 212, que la Chambre des représentants a adopté le projet de loi le 27 juillet dernier, après que les négociateurs des deux chambres soient parvenus à un accord

¹ Le Département du commerce des États-Unis a de son côté annoncé qu'il procèderait aux exemptions demandées par rondes consécutives durant l'été. Jusqu'à présent les États-Unis ont accordé des exemptions sur 250 produits — comptant les 23 produits additionnels exemptés au 12 juillet — près de 770 différents produits de l'acier sont encore en attente.

deux jours auparavant, le succès est d'autant plus éclatant pour l'administration Bush que l'amendement Dayton-Craig apporté par le sénat au projet initial n'a pas été retenu. Cet amendement aurait permis au Congrès de garder la haute main sur les mesures anti-dumping et compensatoires. Le président avait menacé d'apposer son veto si le projet avait été adopté avec cet amendement. Par contre, l'administration a dû lâcher beaucoup de lest sur deux questions : les textiles et vêtements d'une part et les mesures de soutien aux travailleurs ayant perdu leur emploi pour cause de concurrence internationale, d'autre part. Autre source de contentement, la législation inclut le renouvellement de l'accord préférentiel andin, qui accorde un accès préférentiel aux produits en provenance de Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou en échange de l'engagement de ces pays de lutter contre la culture du pavot.

Le Sénat ayant rapidement ratifié la législation, le Représentant au Commerce a maintenant les mains libres pour négocier. Inutile de dire que cela va maintenant complètement changer la donne tant à Genève que dans les Amériques, personne ne pouvant plus maintenant prendre prétexte de l'absence de crédibilité des négociateurs américains pour traîner les pieds. Les négociations vont passer à la vitesse supérieure. De plus, l'administration a également tous les atouts en main pour amender, comme elle le souhaite, l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) et faire renouveler par le Congrès le Système généralisé des préférences. Cela devrait lui permettre non seulement de répondre aux critiques des pays du Tiers monde mais aussi de faire jeu égal avec les Européens sur le terrain des accords préférentiels.

Canada

L'économie canadienne continue d'afficher de bons résultats mais certains signes laissent entrevoir un tassement de la croissance économique. Pour le moment,

Cela dit, sur le plan de la balance commerciale, les choses ne vont pas en s'améliorant. L'appétit des consommateurs américains pour les produits importés est, comme on dit, toujours aussi insatiable, et les résultats à l'exportation sont beaucoup moins bons que prévus. Résultat : le déficit commercial s'est sérieusement détérioré au cours du mois de mai. Les exportations de biens et services ont légèrement progressé, pour passer de 80 à 80,6 milliards de \$ É.-U., tandis que les importations sont passées de 116,2 à 118,3 milliards de \$ É.-U.. Résultat, le déficit commercial sur les marchandises est passé de 40,1 à 41,5 milliards de \$ É.-U., tandis que l'excédent commercial sur les services a reculé, de 4 à 3,9 milliards de \$ É.-U. Ce qui n'aide en rien, c'est que, parallèlement, les flux d'investissements à l'étranger sont supérieurs aux entrées depuis le début de l'année, une situation de plus en plus explosive, l'économie américaine ayant besoin de rien de moins que de 1,5 milliards de \$ par jour d'affaires.... La dépréciation brutale du dollar sur les marchés des changes peut-elle corriger la situation ? Rien n'est moins sûr. L'expérience passée a montré qu'il fallait énormément de temps avant que la dépréciation du dollar ne commence à produire ses effets sur le déficit. Dans l'immédiat, ce sont surtout les effets négatifs qui inquiètent, en particulier la montée des prix, les doutes sur le dollar comme monnaie refuge et la diminution de la valeur des portefeuilles. Mais pour le Canada et les autres pays du continent, malheur est bon : la baisse du dollar devrait contribuer ces pays à améliorer la compétitivité de ces pays sur les marchés internationaux et, pour les plus endettés d'entre eux, réduire un peu la pression financière.

Statistique Canada préfère parler d'une pause mais l'économie canadienne est top liée à sa voisine pour ne pas sentir à un

moment ou à un autre les effets de la crise de confiance que traverse celle-ci.

- En juin, l'indicateur avancé de Statistique Canada a enregistré une nouvelle progression, sa onzième d'affilée. En hausse de 0,5 % par rapport au mois précédent (0,8 % en mai), celui-ci continue d'afficher de meilleurs résultats que l'indicateur avancé des États-Unis, en faible hausse de 0,2 % pour le même mois. Le PIB, par contre, n'a pas bougé en mai par rapport au mois précédent, la croissance dans le secteur des services compensant pour le recul enregistré dans le secteur des mines et dans celui de la fabrication. L'enquête mensuelle sur les industries manufacturières montre de son côté que les livraisons ont diminué de 1,4 % en mai, une diminution principalement attribuable au secteur automobile. Rien de trop sérieux encore pour le moment, surtout après la forte hausse, de 2,2 %, le mois précédent. D'autant que les emplois continuent d'augmenter dans ce secteur (113 000 emplois de créés entre de janvier à juin 2002), à un rythme plus lent toutefois, et que l'enquête trimestrielle sur les perspectives du monde des affaires dans le secteur manufacturier publiée en juillet montre des signes encourageants. Les trois quarts des répondants estiment que le volume de la production restera inchangé dans les trois prochains mois et 16 % qu'il augmentera. 72 % estiment que le niveau actuel des carnets de commande est normal et 64 % estiment que le niveau des commandes reçues demeurera inchangé dans les trois prochains mois. 84 % des répondants estiment également qu'il n'y a pas de problèmes à venir dans la production et 86 % d'entre eux estiment que l'emploi changera peu ou augmentera.

Au mois de juin, l'emploi a progressé de 0,6 %. Il s'agit de la sixième hausse mensuelle consécutive, après plus de quinze mois de déclin mois sur mois. Au Québec, l'emploi augmenté de 0,4 % et en Ontario, de 0,8 %. À la même période, le taux de chômage a légèrement diminué, de -0,2 %, pour se fixer à 7,5 %. Au Québec et en Ontario, les taux de chômage ont,

respectivement, baissé de -0,1 et augmenté de 0,1 de pourcentage pour s'établir à 8,2 % et 7,1 %. Les baisses les plus fortes ont été enregistrées en Colombie-Britannique, avec plus de -0,8 % de diminution du taux de chômage, lequel est maintenant de 8,7 %.

Un peu plus préoccupante est la situation de la balance commerciale qui continue de se dégrader. En mai, l'excédent commercial a chuté d'un milliard de dollars. Il s'agit de la plus forte diminution mensuelle depuis février 2001, et la huitième au cours des 12 derniers mois. L'excédent commercial avec les États-Unis est passé de 8,6 à 7,8 milliards de dollars can., tandis que le déficit avec les autres pays s'est légèrement creusé, pour atteindre -3,2 milliards de dollars can. Les exportations ont diminué de 1,9 %, pour s'établir à 33,9 milliards, tandis que les importations ont augmenté, pour s'établir à 29,4 milliards.

Devant ces indices modérément satisfaisants de l'activité économique — La Banque du Canada prévoyant une croissance « vigoureuse » de +3,5 % cette année —, la Banque du Canada a relevé au 16 juillet d'un quart de point ses taux directeurs, portant son taux de financement à un jour à 2,75 % et le taux d'escompte à 3 %.

- À souligner également ce mois-ci, la décision favorable au Canada rendue à l'OMC dans le différend sur le bois d'œuvre. Il s'agit d'une première victoire pour le Canada. Le groupe spécial de l'OMC a en effet statué que l'imposition par les États-Unis de droit compensateurs enfreignait les règles commerciales, autrement dit que les programmes provinciaux de droits de coupe constituaient une subvention. Le rapport final sur la détermination préliminaire sera déposé en septembre. Rappelons qu'histoire de ne pas perdre de temps, le Canada avait déposé une première plainte sur la détermination préliminaire. Une seconde plainte avait été déposée sur la détermination finale en ce qui a trait aux subventions. Une autre plainte devrait être déposée sous peu concernant l'autre volet de la détermination finale, soit l'existence de dumping et d'un préjudice.

On ne peut que se réjouir de cette bonne nouvelle, mais en attendant, les mesures prises par les États-Unis font très mal à l'industrie du bois, d'autant qu'en plus, les ventes aux États-Unis ont commencé à baisser.

- Enfin, comme on pouvait s'y attendre, les autorités fédérale et provinciales de réglementation des valeurs mobilières de concert avec les comptables agréés ont réagi à leur tour et annoncé, le 17 juillet, la

Mexique

Au Mexique, l'emploi dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie, soit ceux de l'industrie de la maquiladora, continue toujours de reculer. Selon les estimations officielles, il aurait chuté de plus de 21,5 % depuis le début de cette année. Selon une autre étude, réalisée par l'Université ouvrière du Mexique (UOM), l'industrie de la maquiladora, qui constitue plus du cinquième du total de l'emploi dans la région comprenant le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, aurait perdu près de 400 000 emplois entre octobre 2001 et mars 2002. Plus du trois-quarts des pertes d'emplois, soit quelque 281 000 postes, seraient concentrés au Mexique. L'étude montre également que 762 entreprises de ce secteur ont fermé leur porte dans la période considérée (l'INEGI calcule quant à lui que ce chiffre ne dépasse pas 545 entreprises). Selon l'UOM, ces données montrent hors de tout doute que le secteur de la maquiladora est en « profonde récession » et que le modèle industriel des zones franches est épuisé. Toujours selon l'UOM, les architectes du Plan Puebla-Panama sont dans l'erreur en s'imaginant que l'implantation du modèle de la maquiladora dans l'ensemble du Sud-est du Mexique et de la région centraméricaine sera facteur de croissance économique et de création d'emploi.

Les autorités mexicaines estiment, quant à elles, que le déclin dans ce secteur est principalement dû à la « concurrence déloyale » de la Chine, où de nombreuses

création d'un nouveau système de contrôle des comptes des sociétés cotées en bourse. Le système sera opérationnel en octobre et sera administré par le Conseil canadien sur la reddition des comptes (CCRC), un nouvel organisme composé de 11 membres dont sept ne seront pas des comptables. L'organisme aura pour mandat de voir si les comptes des entreprises sont conformes aux normes comptables qui, elles-mêmes, sont en cours de révision.

entreprises ont récemment relocalisé leurs activités ou indiqué leur intention de le faire. Il est étonnant d'entendre les autorités évoquer un argument que les syndicats américains ne cessent eux-mêmes d'invoquer contre le Mexique. Le recul de l'activité de la maquiladora a sans doute une cause plus immédiate, la récession de l'économie américaine en 2001 et le recentrage des activités industrielles qui en a résulté, et dont semble avoir profité le Canada mais non le Mexique. Toujours est-il que, ne pouvant guère trop critiquer l'ALENA après en avoir dit tant de bien, le gouvernement, par l'entremise du Secrétariat du Trésor et du Crédit public, a annoncé à la fin juillet qu'il entendait prendre un certain nombre de mesures fiscales pour relancer le secteur des maquiladoras, lesquelles seront spécifiées en septembre prochain.

- Le Secrétariat du Trésor du Mexique a annoncé au début juillet que les statistiques commerciales confirment la contraction du secteur extérieur du pays. Pour les premiers cinq mois de l'année, les exportations et importations du Mexique ont, respectivement, diminué de - 3,9 % et - 3 %. Les ventes de pétrole ont pour leur part bondi de + 8,7 % au mois de mai dernier. Pour ce qui va de l'an, le déficit commercial enregistré en juin 2002 a atteint 3,195 milliards de \$ É.-U. Aussi, l'investissement direct étranger montre des signes de ralentissement : au mois de juin, il s'est élevé à 55,1 milliards de \$ É.-U., soit une

chute de - 2,5 % comparativement aux données de janvier. Sur le plan de la demande intérieure, la faiblesse du peso face au dollar — qui gonfle les prix des produits d'importation — n'a pas empêché les ventes au détail de bondir de plus de 3, 2 % au premier semestre de l'année selon l'Association nationale des supermarchés et magasins de grande surface. Par rapport à l'an dernier, les ventes au mois de juin ont enregistré une hausse de + 5,6 %. Cela dit, ces chiffres sont à prendre avec des pincettes puisqu'une grande partie des Mexicains — même la Banque mondiale reconnaissant que près de la moitié des Mexicains et un quart de la population vit dans la pauvreté — consomment principalement sur les marchés de quartier ou de région, et non dans les magasins de produits importés réservés à quelques privilégiés de Polanco et d'ailleurs.

- Enfin, et bien que le modèle de croissance économique tournée vers l'extérieur montre des signes de fatigue, le Mexique continue de courtiser à qui mieux mieux de nouveaux partenaires commerciaux. Suite à la visite de

Vicente Fox dans le Cône sud dans la première semaine de juillet, le Mexique et l'Uruguay ont annoncé leur intention de négocier un accord de libre-échange, qui pourrait être conclu d'ici la mi-décembre prochaine. Grâce à cette initiative, l'Uruguay espère notamment s'instituer comme porte d'entrée au marché du MERCOSUR, tandis que le Mexique souhaite de son côté accélérer les négociations commerciales avec l'ensemble du MERCOSUR. Le Mexique dispose déjà d'une entente commerciale avec le Chili (1991), et il négocie actuellement, et activement, avec le Brésil (avec lequel il a déjà un accord dans le secteur automobile et de plusieurs ententes de libéralisation sectorielles en cours de négociation) et l'Argentine. Les exportations mexicaines vers l'Uruguay totalisent les 60 millions de \$ É.-U. et les importations originant de pays sont actuellement pratiquement nulles. Un accord commercial bilatéral permettrait notamment aux viandes et aux produits laitiers uruguayens de pénétrer le marché mexicain.

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES

Les pays d'Amérique centrale en sont déjà à leur quatrième ronde de négociations avec les représentants commerciaux du Canada. Du 15 au 19 juillet, les vice-ministres de l'Économie ou du Commerce du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, ont rencontré le négociateur du Canada, Duane VanBeselaere. Celui-ci a particulièrement insisté sur la volonté du Canada d'inclure dans un éventuel accord de libre-échange des ententes parallèles couvrant les droits syndicaux et environnementaux, et qu'y soient abordées également les questions culturelles. VanBeselaere a néanmoins spécifié - à la satisfaction des représentants centraméricains - que le Canada,

contrairement aux États-Unis, n'entendait pas recourir à des sanctions commerciales pour forcer le respect des accords parallèles. Les Centraméricains espèrent conclure un accord avec le Canada d'ici la fin de l'année en cours. Par contre, les États-Unis ne sont pas en reste puisque, en attendant l'ouverture des négociations véritables, les discussions de travail vont bon train et qu'on en est rendu à la cinquième et dernière « rencontre d'information » avec les représentants au commerce de la région d'Amérique centrale et des Caraïbes. Les choses devraient aller très vite maintenant l'administration dispose de la *Trade Promotion Authority*.

- Au 23 juillet, des entrepreneurs du Honduras ont réussi à s'entendre avec les autorités commerciales du Mexique pour que le secteur textile, sans obligation de souscrire aux normes d'origine, soit enfin inclus à l'accord de libre-échange que le Honduras, comme membre du Triangle du Nord (ALE 2001), a signé avec le Mexique en juin dernier. La nouvelle entente doit maintenant être ratifiée par les congrès des deux pays. L'accord prévoit la libéralisation immédiate de 70 % des 11 000 produits mexicains et 5000 produits honduriens, les 30 % restants sont soumis à un tarif de 15 %, lequel sera progressivement réduit sur les huit prochaines années. Le Honduras exporte principalement vers le Mexique de l'huile de palme africaine, des cuirs, des sacs, et du tabac. Il lui importe des médicaments, de la machinerie et outils agricoles, et des chaussures.

- Les dirigeants des quinze pays membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) se sont rencontrés du 3 au 5 juillet dernier en Guyane pour un 23e sommet sur l'intégration économique régionale. Les dirigeants y ont essentiellement discuté de l'accélération de l'intégration de leurs économies en vue de l'insertion subséquente du CARICOM dans la Zone de libre-échange des Amériques en 2005. La réunion a également fourni l'occasion de discuter du différend qui oppose les pays des Caraïbes aux États-Unis sur la libéralisation du secteur agricole. Les membres du CARICOM résistent en effet aux réductions tarifaires majeures que demandent les États-Unis, argumentant avec raison qu'advenant la libéralisation de ce secteur, les subsides états-uniens à leurs agriculteurs désavantageraient les producteurs caribéens sur leurs propres marchés. Les États-Unis, de leur côté, invoquent la bonne vieille loi des avantages comparatifs - chacun se spécialisant dans ce qu'il fait de mieux -, un argument largement invoqué ces temps-ci par les autorités américaines dans les débats agricoles avec les pays en développement. Aux pressions et menaces américaines, les

dirigeants caribéens répliquent avec astuce que les petites économies ne font que protéger leurs intérêts, et que considérant leur taille, elles ne peuvent se libéraliser aussi rapidement que le souhaiteraient les gros joueurs de l'intégration économique hémisphérique. Les États-Unis veulent des résultats rapides. Aidés en cela par les institutions financières internationales qui tiennent les cordons de la bourse, ils pourraient arriver à leurs fins d'ici décembre prochain.

- L'acier est-il d'une importance telle qu'il justifie des revirements de politique extérieure flattant dans le bon sens du poil l'administration Bush ? Toujours est-il que l'Europe y met maintenant du sien pour exiger des changements politiques à Cuba. Le 19 juillet dernier, et suite à la rencontre du Groupe Afrique-Caraïbe-Pacifique, le Commissaire au commerce extérieur, Pascal Lamy, a annoncé que Cuba serait désormais exclu de l'aide apportée par l'UE aux pays ACP — de l'ordre de 12,7 milliards de \$ É.-U. pour 2000-2025. Il a expliqué que Cuba ne satisfaisait pas aux conditions de l'UE en matière de respect des droits de la personne et de lutte contre la corruption pour être bénéficiaire des accords de Cotonou. Le représentant de Cuba à l'ACP, Ricardo Cabrisas, on le comprend, a immédiatement qualifié le geste de Lamy d'humiliant. Pour ne rien arranger, le Président des États-Unis a pour sa part déclaré de nouveau le 25 juillet qu'il opposerait son droit de veto à toute initiative législative du Congrès visant à améliorer les relations entre Cuba et les États-Unis. La Chambre des représentants a en effet voté dans la troisième semaine de juillet, un projet de loi visant à lever les restrictions aux voyages vers Cuba ainsi que le transfert de fonds des Américains d'origine cubaine vers leurs familles sur l'île. Avec les élections législatives qui s'en viennent, le président ne pouvait quand même pas donner son aval à une initiative qui lui aliènerait le vote républicain.... Bref, mauvais "timing" pour Cuba ces temps-ci.

MERCOSUR

Le FMI a beau vouloir se faire rassurant auprès des investisseurs et répéter qu'il ne voyait pas d'effet de contagion dans la région, ce n'est plus seulement l'Argentine qui s'enlise dans la crise, mais aussi le Paraguay et l'Uruguay. Quant au Brésil, si son économie tient encore le coup, c'est à une véritable crise de confiance des investisseurs qu'il est confronté.

- Après l'Argentine, c'est maintenant au tour de l'Uruguay de connaître une situation économique et politique des plus explosives. L'économie est entrée dans sa quatrième année de récession et, loin de calmer le jeu, la décision prise par le gouvernement à la fin juin de laisser flotter le peso a au contraire provoqué panique et émeutes. En un mois le peso a perdu la moitié de sa valeur, les prix ont grimpé de plus de 5 % et les sorties de capitaux dépassent maintenant les 500 millions de dollars par mois. Depuis janvier, les réserves en devises ont chuté de près de 80 %, tandis que le déficit et la dette publique continuent d'augmenter malgré les engagements du gouvernement pris auprès du FMI. Confronté aux retraits massifs des déposants, plus de 40 % selon les estimations depuis le début de l'année, le gouvernement n'a eu d'autre choix mardi 30 juillet que de fermer les banques, ce qui a eu pour résultat de provoquer des scènes de rue faisant craindre le pire.

Dans un communiqué conjoint, le FMI, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ont annoncé, dimanche 5 août, qu'elles mettaient immédiatement à la disposition des autorités uruguayennes 3,8 milliards de dollars É.-U. Il est à noter que le communiqué remercie les États-Unis pour avoir fait une avance de 1,5 milliards de \$, ce qui en dit long sur qui décide quoi. Il y a quinze jours, le secrétaire au Trésor, Paul O'Neil avait jeté de l'huile sur le feu en s'objectant à une aide financière au Brésil, le

pays n'étant pas crédible sur le plan politique et encore moins sur le plan financier, les fonds prêtés ne servant qu'à financer la corruption et les dépôts à l'étranger. La déclaration, on s'en doute, a immédiatement provoqué de vives tensions diplomatiques entre le Brésil et les États-Unis et obligé l'administration américaine à présenter des excuses officielles. Depuis lors O'Neil, qui sera au Brésil, en Uruguay et en Argentine du 5 au 7 août, ne parle que de sécurité économique et vante à qui veut l'entendre les politiques économiques on ne peut plus saines du Brésil. Cela ne l'a toutefois pas empêché d'y aller quelques jours plus tard d'une autre bourde diplomatique en annonçant non seulement que les États-Unis allaient prêter 1,5 milliards de dollars à l'Uruguay, mais également que le FMI avait le feu vert pour lui venir en aide. C'est maintenant chose faite... Mais, rien n'étant gratuit, le gouvernement doit s'engager dans la réforme de son système financier et « garantir à 100 % les comptes à vue et d'épargne ». Une loi été votée rapidement à cet effet par le Congrès et un Fonds de stabilité bancaire de 1,1 milliards a été constitué, 400 millions devant servir à renflouer les trois grandes banques privées au bord de la faillite. Les deux banques publiques par contre ne font pas l'objet de tant de générosité et les retraits bancaires en devises étrangères auprès de ces deux banques qui seront échelonnés sur trois ans. Reste à voir comment réagiront les Uruguayens à la réouverture des banques le 6 août.

- Mais plus encore que l'Uruguay, un paradis bancaire que l'on se plaisait, il y a peu encore, à comparer à la Suisse, c'est surtout le Brésil qui inquiète les marchés financiers. À la différence de l'Argentine, les problèmes ont brutalement surgi à partir du mois de mars quand les marchés

financiers alertés par la crise argentine ont commencé à regarder de plus près les comptes brésiliens et que les doutes ont commencé à apparaître quant à la capacité du pays de faire face à ses engagements financiers. La crise boursière a accéléré les sorties de capitaux et, devant la dégradation rapide de la situation financière, les banques internationales ont commencé à couper leurs lignes de crédit. Le real est en chute libre depuis le début de l'année, ce qui n'aide en rien à la situation financière du pays. Celui-ci a atteint son plus haut niveau historique le 31 juillet, le dollar s'échangeant contre 3,61 réaux. Le déficit courant s'élève à quelque 1,5 milliards de \$ É.-U. par mois (il était de 1,8 milliards au mois de mai) et la dette intérieure est estimée fin juin à quelque 212 milliards de \$, soit près de 60 % du PIB, est à 40 % libellée ou garantie en dollars. La dette extérieure quant à elle s'élève à quelque 58 milliards de dollars, un montant en fait « soutenable » n'eût été des échéances à court terme. Déjà, on commence à parler d'un possible défaut de paiement, un scénario qui pourrait rapidement tourner au cauchemar sur les places financières.

Mais pour le moment, on n'en est pas encore là et les négociations entre le gouvernement brésilien et le FMI avancent suffisamment rapidement pour laisser entrevoir un apport prochain d'argent frais, ce qui devrait permettre aux autorités monétaires de souffler un peu et de soutenir le real. La question pour le gouvernement est plutôt de savoir comment relancer l'économie, en panne de croissance depuis plusieurs mois, et comment attirer les investissements étrangers dont celle-ci a besoin. Si, pour les premiers cinq mois de l'année, la balance commerciale a enregistré un surplus fort honorable de 1,9 milliards de \$ É.-U., en grande partie imputable à la baisse des importations, ce n'est guère suffisant pour faire face aux engagements financiers. Jusqu'ici les investissements directs avaient permis au Brésil d'y faire face, mais comme ceux-ci ont chuté de plus de 30 % sur un an et n'ont représenté que 1,43 milliards de \$ É.-U. au mois de mai, le

gouvernement n'a d'autre choix que de se tourner vers les créanciers internationaux, de plus en plus réticents, on s'en doute, à alimenter ce qui semble de plus en plus être un trou sans fond.

D'un autre côté, même si le candidat du Parti des travailleurs, Luiz Ignácio Lula, ne semble guère vouloir trop s'écarter de la ligne économique suivie par le gouvernement Cardoso, l'élection présidentielle d'octobre prochain contribue également au climat d'incertitude. Il faut dire que selon les derniers sondages de *Datafolha* et de *Vox Populi*, José Serra, le candidat du gouvernement, est maintenant bon dernier dans les intentions populaires avec à peine 15 %, loin derrière Luiz Ignácio Lula qui, avec 33 % des intentions de vote après avoir longtemps caracolé en tête avec plus de 40 % des intentions de vote, est maintenant talonné par Ciro Gomes (22 % des intentions), le candidat de la coalition du Parti communiste (PPS) et divers regroupements travaillistes. Les sondages l'indiquent clairement, c'est à gauche que le débat se fait, un message que Lula, jusqu'ici fort modéré, semble avoir compris.

- En Argentine, la crise de liquidité ne semble pas avoir de fin, au désespoir du gouvernement Duhalde qui ne sait plus où donner de la tête. La date limite pour l'échange des dépôts contre des bons gouvernementaux avait été fixée au 16 juillet. Mais seuls 23 % des épargnants ont procédé à l'échange (pour un total de 7 milliards de pesos ou 2 milliards de \$ É.-U), alors que le gouvernement espérait que plus de 30 % des épargnants allaient choisir cette option. Signe de la grogne croissante contre le gouvernement Duhalde, plusieurs banques provinciales, comme Ciudad de Buenos Aires, la Banque de la province de San Luis et celle de la province de La Pampa, ont décidé de ne plus suivre les directives gouvernementales et ont décidé de retourner sur demande une partie ou la totalité des dépôts de leurs clients. Le 24 juillet, le gouvernement Duhalde a par ailleurs adopté nouveau décret visant à permettre aux épargnants qui ont obtenu gain de cause

devant les tribunaux de récupérer leurs dépôts. Plus de 40 000 Argentins ont en effet entamé des poursuites légales contre la Banque détenant leurs dépôts ou le gouvernement — mais 11 millions d'épargnants n'ont pas recouru à cette procédure. Le décret prévoit également que les personnes de plus de 75 ans et celles souffrant de problèmes de santé pourront recouvrer leurs économies par l'entremise de la banque centrale. On peut s'attendre à ce qu'une avalanche de malades imaginaires tentent leur chance.

Voulant faire preuve de responsabilité financière, le gouvernement a remboursé dans la seconde semaine de juillet les quelque 550 millions de \$ É.-U. dus à la Banque interaméricaine de développement (BID). Presque simultanément, la BID a annoncé que le prêt de 400 millions de \$ É.-U. pour des programmes sociaux et fiscaux en Argentine allait être débloqué d'ici quelques semaines. Le gouvernement est également en pourparlers avec des décideurs de la Banque mondiale pour un nouveau prêt de 4 milliards de \$ É.-U. Le FMI de son côté a décidé de repousser de nouveau le remboursement de 985 millions de \$ É.-U. qui lui était dû cette mi-juillet. D'ici la fin de l'année en cours, l'Argentine doit rembourser plus de 6,5 milliards de \$ É.-U. à la BID, à la Banque mondiale et au FMI ; de ce montant, seuls 3,8 milliards pourront être différés. Par ailleurs et pour les cinq premiers mois de l'année, la balance commerciale de l'Argentine affiche un excédent de 6,6 milliards de \$ É.-U., soit 1,1 milliard de plus que l'an dernier à la même période. Les observateurs attribuent ce résultat à la chute drastique des importations (- 59 %), les exportations ayant, quant à

elles, baissé de - 9 % pendant la même période.

- Le 23 juillet dernier, les négociateurs commerciaux de l'UE et du MERCOSUR se sont rencontrés à Rio de Janeiro pour une enième ronde depuis le début des négociations il y a trois ans. Les représentants du MERCOSUR se sont montrés satisfaits de la réunion ; ils ont réussi à clarifier l'agenda des prochaines rencontres transatlantiques pour la prochaine année et ont convaincu les envoyés de l'UE de négocier conjointement les normes au commerce (une priorité pour l'UE) et l'accès aux marchés (préféré par le MERCOSUR). Les négociateurs de l'UE ont cependant spécifié que la question des marchés agricoles sera traitée dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui ne surprendra personne ; de leur côté, les pays du MERCOSUR préciseront ce qu'il en sera de l'accès Marché commun pour les produits industriels. Beaucoup plus importante, et fort attendue, a été la réunion, le 26 juillet, des chefs d'État et de gouvernement des douze pays d'Amérique du sud à Guayaquil en Équateur. Il s'agissait d'un second sommet sud-américain. Les dirigeants y ont essentiellement discuté de l'intégration des infrastructures régionales, de la crise prolongée que connaît le Cône sud, ainsi que de coordination intergouvernementale dans les négociations hémisphériques. Le Brésil demeure attaché à l'idée de négocier en bloc mais vu l'état de délabrement des économies sud-américaines et l'absence de solution de rechange au libre-échange avec les États-Unis on peut s'attendre à ce que rien de très concret ne sorte de la rencontre.

PAYS ANDINS

- En Bolivie, une véritable commotion nationale a suivi les élections présidentielles du 30 juin pour lesquelles 11 candidats se

sont disputé les faveurs du peuple. L'ex-président Gonzalo Sánchez de Lozada (MNR) et le leader des producteurs de coca

Evo Morales (MAS) ont, respectivement, remporté 22,5 % et 21 % des voix (avec une différence d'à peine 706 voix). Les représentants diplomatiques des États-Unis et de l'UE ont immédiatement laissé savoir qu'ils n'appuieraient pas la candidature d'Evo Morales à la présidence. Comme aucun candidat n'a pu remporter la majorité, il en incombe maintenant au nouveau Congrès (fortement divisé entre les 47 membres du MNR, 35 du MAS, 31 du MIR et 27 du NFR) et au Sénat de voter à la majorité absolue d'ici le 6 août prochain qui, de Gonzalo ou d'Evo sera le prochain président de la Bolivie. Et comme le MAS (Movimiento al socialismo) refuse de jouer le jeu des alliances au Congrès, le candidat du MNR (Movimiento nacional revolucionario) — qui bénéficie depuis les derniers jours de juin de l'appui déclaré du MIR — devrait probablement hériter du siège présidentiel. La situation sociale demeure par ailleurs très chaotique dans le pays. En particulier, le gouvernement a dû reculer dans sa tentative de privatiser la compagnie des eaux Aguas del Tunari.

- Même confusion au Venezuela où le paysage politique est loin de s'éclaircir depuis le retour au pouvoir de Chávez. Au grand déplaisir de l'opposition comme des médias, le Président du Venezuela Hugo Chávez se peaufine maintenant une image de dirigeant conciliant aux prises avec l'obstination rageuse de ses opposants. Les détracteurs de Chávez ont en effet refusé de rencontrer Jimmy Carter, en visite au pays à l'invitation du vice-président, et réclament plutôt la médiation de l'Organisation des états américains (OÉA), une demande à laquelle le Président Chávez consent désormais sur le conseil de Carter.

Le 20 juin dernier, la Cour suprême du Venezuela a statué que tout citoyen du pays était en droit de poursuivre en justice le Président pour corruption et crimes contre l'humanité. Chávez risque des poursuites légales visant sa destitution pour une série de raisons, dont le financement illicite de sa campagne présidentielle en 1999 par la banque espagnole BBVA, et sa

responsabilité pour le massacre d'une vingtaine— les chiffres variant selon la source— de citoyens le 11 avril dernier. Cinq poursuites ont déjà été entamées contre Hugo Chávez. Par contre, sa côte de popularité est à la hausse et celui-ci jouit d'une forte popularité auprès des secteurs les plus défavorisés de la population depuis le coup d'État manqué du 12 avril dernier. Selon *Datanalysis*, plus de 30 % de la population soutient sans condition le Président. *Datanalysis* indique également que l'opposition remporte aussi 30 % d'appui, ce dont témoigne le fait d'ailleurs qu'à la mi-juillet, plus de 600 000 manifestants ont rempli les rues de Caracas pour exiger le départ du président. Toujours est-il que le pays est toujours aussi divisé et que les tensions politiques permanentes entre partisans et opposants du président paralysent l'économie.

- En Colombie, toujours en proie aux conflits armés, le Président entrant Alvaro Uribe compte augmenter substantiellement les impôts. Une hausse des revenus d'État lui permettrait essentiellement de presque doubler le budget militaire (à 1 milliard de \$ É.-U.) et augmenter les dépenses sociales à 2 milliards de \$ É.U. Le gouvernement entrant espère soutirer de la Banque mondiale un nouveau prêt de 700 à 800 millions de \$ É.U., et récolter jusqu'à 600 millions additionnels en financements internationaux de diverses origines. Pour le moment, les pourparlers avec le FMI sur un éventuel renouvellement de crédit (l'accord actuel de 2,7 milliards de \$ É.U. venant à échéance en décembre prochain) sont sans résultats formels. Par ailleurs, suite à la tournée européenne du président au début de juillet, l'Espagne s'est engagée à apporter une aide de 250 millions de \$ É.-U.. Toutefois, à la déception d'Uribe qui venait quérir une aide militaire et policière, l'aide devra servir à financer des programmes de reboisement, de microcrédit et de logement. Enfin et dans le cadre du Plan Colombie promu par les États-Unis, le Congrès a approuvé au 23 juillet (à 397 contre 32 voix) les 117 millions de \$ É.-U. qui seront alloués à la lutte contre la

guérilla et au trafic des stupéfiants en Colombie. En contrepartie de l'aide accordée, le Congrès demande notamment au gouvernement colombien de lutter contre les groupes paramilitaires comme les Forces d'autodéfense (AUC), de procéder à la réforme des forces militaires et de respecter les droits humains.

Toujours en Colombie, Carlos Castaño, le dirigeant politique des Forces unies d'autodéfenses de Colombie (AUC) a renoncé à son impopulaire fonction dans la troisième semaine de juillet. Les observateurs estiment que Castaño tente maintenant de se dissocier des activités de trafic de stupéfiants et de violence politique menées sous la protection des AUC, celui-ci ayant invoqué le fait que de nombreuses factions autonomes ont surgi au sein de l'organisation. Avec la démission de son dirigeant, l'AUC pourrait désormais être démantelée.

- Au Pérou, le gouvernement Toledo est en plein remaniement ministériel. À ce jour, rien de moins que les ministres de l'Intérieur, du Travail, des Relations extérieures, de la Justice, du Transport, de l'Économie et des Finances ont présenté l'un

après l'autre leur démission au Président, principalement en raison de leur désaccord avec la gestion présidentielle ou parce qu'ils pressentaient leur mise à pied. Élu il y a un an avec 52 % des voix, Alejandro Toledo est en butte à une hostilité croissante de la population à son égard. Plus de 72 % des péruviens se déclarent contre le président et son programme économique. Les émeutes contre le programme de privatisation de l'énergie du gouvernement Toledo continuent de faire montre, obligeant le gouvernement à suspendre la privatisation de deux compagnies d'électricité dans le sud du pays. Le 17 juillet, le Président n'a eu d'autre choix que de proposer un compromis qui permet de repousser les privatisations de quelques mois, soit jusqu'aux élections régionales de novembre. Devant l'impopularité de Toledo, l'ex-président en exil Alberto Fujimori fait à nouveau parler de lui, se disant prêt à reprendre du service si les Péruviens le lui demandaient. Mais tout retour politique de Fujimori relève plus de la fantaisie sénile que de la réalité, celui-ci étant incriminé de plusieurs charges plutôt graves, dont corruption, trahison, abandon de ses fonctions en vue de ses soustraire à la justice et même génocide...

BRÈVES HÉMISPHERIQUES

- Le dégonflement de la bulle boursière, les incertitudes qui pèsent sur la conjoncture économique mondiale et les affaires financières ne sont pas sans conséquences sur les investissements directs étrangers (IDE). Dans un rapport préliminaire sur les tendances en matière d'IDE, l'OCDE vient confirmer ce que les analystes financiers avaient déjà annoncé : les IDE dans les pays de l'OCDE ont considérablement chuté en 2001, de 56 % par rapport à l'année précédente pour les entrées. Certes, pour les auteurs du rapport, l'année 2000 fut exceptionnelle, trop puisque ceux-ci parlent d'une bulle d'IDE, mais la tendance est à la baisse, et si les chiffres pour les six premiers

mois de cette année donnent le ton, les flux d'investissements (entrées) devraient baisser en 2002, entre 20 et 25 % par rapport à 2001. Le rapport, bien que préliminaire, apporte d'autres points intéressants.

Tout d'abord, les fusions et acquisitions expliquent en très grande partie l'importance des IDE ces dernières années. On a beau tourner les chiffres dans tous les sens, l'image que se plaisent à avoir les économistes de l'IDE comme d'un facteur de croissance est loin de correspondre à la réalité. Plutôt s'agit-il d'entreprises qui changent de main, quand ce ne sont tout simplement pas des entreprises publiques privatisées qui font l'objet d'acquisitions

étrangères. Évidemment, les deux secteurs les plus prisés des investisseurs ces dernières années ont été celui des télécommunications et celui des institutions financières. Il est intéressant d'ailleurs de constater à cet effet qu'aujourd'hui, ce n'est plus le secteur manufacturier qui attire, dans les pays de l'OCDE du moins, mais celui des services.

Par ailleurs, le rapport montre que, sur la période 1992-2001, ce sont les États-Unis et le Royaume-Uni qui ont concentré la plus grande part des flux d'IDE à l'intérieur de l'OCDE, avec, respectivement, 29,5 et 10,3 % des entrées et 22 et 16 % des sorties. Le Canada, pour sa part, a concentré 4,3 % des entrées et 3,8 % des sorties, et le Mexique 2,9 % des entrées.

Ensuite, en pourcentage du PIB, le stock d'IDE a considérablement augmenté entre 1990 et 2000 dans tous les pays, et ce, même si les auteurs du rapport prennent soin de noter que, dans beaucoup de cas, l'augmentation du ratio est gonflée artificiellement par la hausse des valeurs boursières. On constatera néanmoins que sur la base de ce ratio, le Canada arrive en huitième position (30 % environ en 2000), le Mexique en dix-huitième position (18 %) et les États-Unis en vingtième position (15 %). Dans leur cas d'ailleurs, la production manufacturière sous contrôle étranger représente près de 19 % de la production totale.

Enfin, on relèvera qu'entre 1991 et 2000, les États-Unis ont concentré 31 % des entrées d'IDE et sont responsables de 22 % des IDE dans le secteur des services. Dans le secteur manufacturier par contre, si les États-Unis ont concentré 22 % des IDE sortants, ils ont concentrés à eux seuls pas moins de 45 % de tous les investissements directs réalisés dans la zone OCDE.

- Le 16 juillet, le Sénat des États-Unis a entériné l'initiative andine, prévoyant des fonds pour la lutte contre le trafic des stupéfiants, pour un montant de 672 millions de \$ É.-U., soit un peu moins que les 731 millions demandés par l'administration Bush. Le 26 juillet, le Sénat a aussi approuvé le renouvellement de l'ATPA

(*Andean Trade Preferences Act*), lequel prévoit maintenant des règles de contenu d'origine nationale strictes. La loi a été entérinée par le Congrès en même temps que la Trade Promotion Authority.

- Au 22 juillet, le Congrès du Costa Rica a approuvé l'accord de libre-échange avec le Canada conclu en avril 2001. Avant sa prochaine entrée en vigueur, l'entente sera étudiée pour déterminer si elle est conforme à la constitution. L'accord couvrira plus de 86 % des biens et services commercés avec le Canada. En 2001 les exportations étaient estimées à 121,8 millions de \$ É.-U. et les importations, à 39,5 millions de \$ É.-U.

- Les relations entre le Honduras et le Nicaragua se détendent un peu. Le 12 juillet, les dirigeants des deux pays ont signé un accord prévoyant l'exploitation conjointe de la mer des Caraïbes et la création d'une douane unique sur cette frontière. Le Nicaragua, pour sa part, n'a toujours pas levé le tarif douanier de 35 % imposé sur les produits honduriens depuis 1999.

- Au 11 juillet, le Nicaragua et le Panama ont entamé une nouvelle ronde de négociations devant conduire à la signature d'un accord de libre-échange, lequel exclura le secteur bovin à la demande de Panama. Panama a déjà signé un accord de libre-échange avec l'Amérique centrale (et El Salvador), mais n'a pas encore d'accord avec le Costa Rica, le Honduras et le Guatemala.

- Le 17 juillet, la Banque mondiale a renouvelé le prêt de 400 millions de \$ É.-U. alloué au Mexique dans le cadre du programme de développement régional et de décentralisation en faveur des régions défavorisées (DRD III en anglais). Lancé sous Salinas en 1991 (1,3 milliards de \$ É.-U.) et réactivé sous Zedillo en 1997 (355 milliards de \$ É.U.), le DRD en est à sa troisième phase. Partie intégrante de la stratégie de réduction de la pauvreté de la BM pour le Mexique, il vise principalement à aider les régions et à financer les

programmes d'accès des populations les plus vulnérables aux services sociaux de base et à l'infrastructure.

- Aux premiers jours de juin, la Cour suprême au Chili a décidé que Augusto Pinochet était trop malade (mental) pour être confronté à des poursuites judiciaires. Ce verdict vient clore quatre ans d'infructueux efforts visant la condamnation de l'ex-dirigeant pour le régime de terreur mené sous sa plus que lucide administration (1973-1989). Pour des motifs probables de cohérence, Pinochet a renoncé au 5 juillet à sa charge à vie de Sénateur. Dans la même veine, on notera la disparition, dimanche 14 juillet, de l'ancien dictateur de la République dominicaine, Joaquin Balaguer. Digne successeur du sordide Trujillo, protégé des États-Unis sauf sous Carter, habile manœuvrier, il aura finalement dominé la vie politique dominicaine pendant un demi siècle et même réussi à se faire une image de démocrate malgré des milliers d'assassinats d'opposants politiques et de travailleurs Haïtiens à son actif. Sans commentaire.